



CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

FORUM DES PARLEMENTAIRES AFRICAINS 2021 : SURVEILLANCE DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ 3 - 25 mars 2021

Série De Programmes Academiques Virtuels

BIOGRAPHIES

DIRECTION

Mme Kate Almquist Knopf occupe depuis juillet 2014 le poste de directrice du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), un établissement universitaire relevant du Département de la défense américain. Établi par le Congrès des États-Unis pour l'étude des problèmes de sécurité liés à l'Afrique, le centre est un espace de recherche bilatérale et multilatérale, de communication et d'échange d'idées. Il se veut être une source objective d'analyse stratégique sur les problèmes sécuritaires contemporains et futurs pour les professionnels du secteur de la sécurité, les décideurs politiques, les universitaires et les membres de la société civile africains, de même que les partenaires internationaux.

Madame Knopf a consacré la majeure partie de sa carrière à étudier la corrélation entre la sécurité et le développement en Afrique. De 2001 à 2009, elle a occupé plusieurs postes de direction à l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Elle fut notamment administratrice adjointe pour l'Afrique, directrice de la mission au Soudan, administratrice assistante adjointe pour l'Afrique, assistante spéciale et conseillère politique principale de l'administrateur.

Madame Knopf a aussi été conseillère principale à l'Initiative de gestion des crises (CMI), une organisation de médiation des conflits fondée par l'ancien président finlandais et lauréat du prix Nobel Martti Ahtisaari et chercheuse associée au Center for Global Development. Avant de rejoindre la fonction publique fédérale, Madame Knopf fut secrétaire générale de la Massachusetts Turnpike Authority et du bureau exécutif responsable de l'administration et des finances du Commonwealth du Massachusetts. Elle a commencé sa carrière à World Vision, une organisation non gouvernementale internationale.

Madame Knopf est titulaire d'une maîtrise en relations internationales avec spécialisation en études africaines et gestion des conflits de l'École Paul Nitze de hautes études internationales de l'Université Johns Hopkins à Washington, DC, et d'une licence en relations internationales de l'Université Johns Hopkins à Baltimore, MD.

Dr. Shannon Smith assume les fonctions de professeur de pratique et de directrice de l'engagement au Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Elle dirige, à ce titre, les initiatives de

développement du réseau des anciens du Centre de l'Afrique et de mobilisation de l'ensemble de la communauté politique sur les questions de sécurité en Afrique. Ses domaines de compétence portent notamment sur la politique africaine des États-Unis, l'Afrique de l'est, la politique mondiale en matière de santé et de développement et le rôle du Congrès dans les relations internationales.

Avant d'entrer au service du Centre de l'Afrique, le Dr. Smith a occupé le poste de Vice-Secrétaire d'État adjointe chargée de l'Afrique où elle a supervisé la politique des États-Unis vis-à-vis de l'Afrique de l'Est (et auparavant de l'Afrique australe) et a été le fer de lance des initiatives du Bureau de l'Afrique pour le Soudan et le Sud-Soudan, la santé mondiale et l'environnement. Elle a mené des missions diplomatiques, mis au point des politiques bilatérales et multilatérales, collaboré avec des interlocuteurs de premier plan, et représenté le département d'État dans divers forums nationaux et internationaux, y compris devant le congrès.

Le Dr. Smith a travaillé un certain nombre d'années au Capitole où elle a assumé les fonctions de conseiller politique principal pour l'Afrique, auprès de la Commission des affaires étrangères du Sénat, sur les questions de santé mondiale, de maintien de la paix et de conflits. Elle a également occupé le poste de conseiller à la sécurité nationale du chef du parti majoritaire au sénat. Elle a, en qualité d'employée du sénat, mené à bien la législation sur le VIH/sida, les crimes de guerre, le changement climatique mondial, entre autres. Diplômée avec mention très bien de l'université A&M du Texas, elle est également titulaire d'un doctorat (PhD.) de l'université de Cornell où elle a obtenu une bourse Mellon en Lettres.

Dr. Luka Kuol est le doyen académique du Centre d'études stratégiques de l'Afrique. En tant que Doyen, Luka Kuol dirige les programmes et la planification des programmes. Il est spécialisé dans le développement de la stratégie de sécurité nationale, le développement de la sécurité et les réformes du secteur de la sécurité. Il mène actuellement des recherches sur les liens entre migration, sécurité alimentaire, conflits et jeunesse en Afrique ; le lien entre les dépenses militaires, le professionnalisme militaire, la sécurité humaine, le développement et les conflits en Afrique ; et la dévolution du lien de développement de la sécurité au niveau national en Afrique.

Le Dr Kuol est membre de l'Institut de recherche de la paix d'Oslo et membre du Rift Valley Institute. Il est également Ambassadeur des Anciens élèves du Soudan du Sud de l'Institut des études sur le développement (« Institute of Development Studies ») au Royaume-Uni.

Avant de rejoindre le Centre africain, le Dr Kuol a été directeur du Centre pour la paix et les études sur le développement (« Centre for Peace and Development Studies ») et professeur agrégé d'économie au Collège d'Études sociales et économiques (« College of Social and Economic Studies ») de l'Université de Juba au Sud-Soudan. Il était également enseignant de la Faculté d'économie et de développement rural de l'Université de Gezira au Soudan. Il a été membre du Centre Carr pour la politique des droits de la personne à la Harvard Kennedy School et membre invité à l'Institut des études sur le développement (« Institute of Development Studies ») au Royaume-Uni. Il a été ministre des affaires présidentielles pour le Gouvernement du Sud-Soudan et Ministre national des affaires du Cabinet pour la République du Soudan. Il a également travaillé comme économiste principal pour la Banque mondiale au Sud-Soudan.

Il a obtenu son diplôme avec honneur de la Faculté d'économie et d'études sociales de l'Université de Khartoum, un M.A. en économie, un M.B.A. de l'Université catholique de Louvain, en Belgique, et un doctorat de l'Institut des études sur le développement (« Institute of Development Studies ») de l'Université du Sussex.

FACILITATEURS

L'ambassadeur (Ret.) Phillip Carter III est président de Mead Hill Group, un service de conseil exécutif international pour les particuliers et les organisations engagées dans le marché mondial des idées, des marchés et des opportunités, en particulier dans le monde en développement.

Son poste précédent était celui de diplomate américain en chef pour le service extérieur et il était l'ambassadeur des États-Unis en Côte-d'Ivoire entre 2010 et 2013. L'ambassadeur Carter exerce les fonctions diplomatiques de ministre conseiller. De 2013 à 2015, il était adjoint du commandant pour les missions civiles et militaires, Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) à Stuttgart, en Allemagne.

Avant sa nomination au poste d'ambassadeur des États-Unis en République de Côte-d'Ivoire, M. Phillip Carter a servi de conseiller principal auprès du Bureau de l'Afrique et auparavant, comme principal sous-secrétaire adjoint de 2008 à 2010. Il a également été secrétaire adjoint intérimaire au Bureau de l'Afrique au cours de la transition entre les administrations de Bush et d'Obama. De 2007 à 2008, M. Phillip Carter était ambassadeur des États-Unis en République de Guinée. L'ambassadeur Carter a également exercé les fonctions de directeur des affaires pour l'Afrique de l'Ouest et de directeur adjoint du Bureau des Affaires de Afrique de l'Est au département d'État américain.

Avant cette affectation, il était chef de mission adjoint (DCM) à l'ambassade américaine à Antananarivo, à Madagascar et DCM à Libreville au Gabon. Avant son arrivée au Gabon en 1997, il était économiste financier international au Bureau des affaires monétaires du Département d'État au sein du Bureau des affaires économiques et commerciales. Au cours de cette période, il a abordé les questions de la dette internationale et des capitaux et a servi de personne-contact du Département sur les questions du Fonds monétaire international avec l'Afrique. De 1992 à 1994, il a servi de conseiller économique et commercial à l'ambassade des États-Unis à Dhaka, au Bangladesh.

L'ambassadeur Carter a obtenu un baccalauréat ès arts en économie et en histoire de l'Université Drew en 1980, et une maîtrise ès arts en économie internationale et développement de l'université Yale en 1995.

M. Mvemba Phezo Dizolele a plus de deux décades d'expérience dans les affaires internationales, l'analyse des politiques étrangères, la défense et la sécurité, la démocratisation, le gouvernement des entreprises, les groupes de revendication et la communication stratégique. C'est un ancien professeur émérite invité de Peter J. Duignan et ancien professeur national de l'institution Hoover de la Stanford University.

Les analyses de Mvemba Phezo Dizolele ont été publiées dans le Washington Post, le Journal of Democracy, le New York Times, le Newsweek International, l'International Herald Tribune, le Foreign Policy, le Foreign Affairs et dans d'autres ouvrages.

Commentateur fréquent des affaires africaines, il a été analyste invité des émissions NewsHour et Foreign Exchange sur PBS, Tell Me More, Weekend Edition, On Point et Diane Rehm Show sur NPR, World News Update de la BBC, ainsi que The Stream, NewsHour, et Inside Story sur Al Jazeera.

Il a témoigné devant plusieurs sous-comités des deux chambres du Congrès des États-Unis, ainsi que devant le Conseil de Sécurité des Nations-Unies. Il a été subventionné par le Pulitzer Center on Crisis Reporting et a couvert les élections de 2006 en République démocratique du Congo, où il a été intégré aux casques bleus des Nations-Unies dans le district d'Ituri et dans la province du Sud-Kivu au Congo en tant que reporter.

Avec le Centre Pulitzer, il a produit le documentaire « Congo's Bloody Coltan », qui décrit les liens entre le conflit du Congo et la lutte pour les ressources minérales.

Il est chargé de cours sur les études Africaines à la Johns Hopkins University's School of Advanced International Studies et professeur senior non résident au Center for Strategic and International Studies.

Mvemba Phezo Dizolele est titulaire d'un MBA et d'un MPP de l'University of Chicago, et diplômé B.A. avec la mention « Magna Cum Laude » en sciences politiques et en français de la Southern Utah University.

Il est vétéran de la réserve de l'U.S. Marine Corps Reserve et parle couramment plusieurs langues, y compris le français, le norvégien et le kikongo.

Dr. Elizabeth Kariuki est une professionnelle accomplie des politiques et de l'organisation du secteur public, avec plus de 30 ans d'expérience passés à offrir des services de consultation et de conseil des affaires, essentiellement à des organismes du secteur public d'environ 30 pays de l'Afrique subsaharienne. Elle est actuellement administratrice de l'Africa Policy Research Institute Limited, et conseille entre autres la Banque Africaine de Développement, le Fonds monétaire international, la Banque Mondiale, l'Union européenne, le Foreign, Commonwealth & Development Office ainsi que l'United States Agency for International Development sur des questions de gestion des finances publiques, de politique et d'administration fiscale et d'organisation du secteur public.

Dr. Sophia Moestrup est directrice adjointe de l'Institut National Démocratique (NDI) pour l'Afrique du Centre et de l'Ouest. Elle travaille pour le NDI depuis 2005, sur la mise au point et en œuvre de programmes de soutien à la démocratie dans la région. Avant de rejoindre le NDI, le Dr Moestrup a passé six ans en Afrique francophone, travaillant pour les Nations-Unies au Cameroun, et pour l'Agence danoise pour le développement international (DANIDA) au Niger, où elle était déléguée pour le pays. Elle a été consultante pour la Banque Mondiale sur les sujets de la gestion des dépenses publiques et de la responsabilité sociale, publiant un certain nombre

d'articles pour le Social Accountability Sourcebook (Recueil de références sur la responsabilité sociale) de la Banque Mondiale. Le Dr Moestrup a co-édité quatre livres sur le semi-présidentialisme. Le Dr Moestrup détient des diplômes de B.A. et de M.A. en économie de l'Université de Copenhague, et un doctorat en sciences politiques de la George Washington University.

Dr. Ibrahim Wani est un consultant indépendant qui a été Conseiller senior du Centre d'études stratégiques de l'Afrique pour le séminaire des Hauts dirigeants. Le Dr Wani a été Chef du service Recherche et Droit au Développement au bureau du Haut Commissariat des Droits de l'Homme des Nations-Unies à Genève, en Suisse, et a auparavant servi comme représentant régional au bureau du Haut Commissariat des Droits de l'Homme des Nations-Unies à Addis-Abeba en Éthiopie. Le Dr Wani a été membre enseignant et doyen universitaire au Centre d'études stratégiques de l'Afrique (ACSS) jusqu'en 2002. Le Dr Wani est arrivé à l'ACSS après une carrière universitaire, dans le développement international et institutionnel, et dans le service public. Il a été professeur de droit à la Schools of Law de l'University of Virginia et de l'University of Missouri aux États-Unis. Le Dr Wani a servi la Banque Mondiale à divers titres, au siège à Washington, D.C. et en tant que Conseiller juridique de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique, soutenue par la Banque Mondiale. Le Dr Wani a également été Directeur du programme de l'Afrique à l'International Human Rights Law Group (aujourd'hui Global Rights), à Washington, D.C. de 1997 à 1999. Il a commencé sa carrière dans le corps diplomatique en Ouganda, où il était Conseiller juridique de la Mission d'observation de l'Ouganda des Nations-Unies, et a participé à un certain nombre de conférences sur les traités des Nations-Unies, y compris la 3e Conférence des Nations-Unies sur le droit de la mer, et la Conférence des Nations-Unies sur le droit commercial international. Le Dr Wani est titulaire d'une licence en droit (LL.B) de l'Université de Makerere en Ouganda et de diplômes LLM et SJD de l'University of Virginia School of Law. Le Dr Wani a participé à de nombreux programmes du Centre de l'Afrique, y compris des événements au Botswana (2000), Éthiopie (2003), Gabon (2001), Ghana (2001), Kenya (2000, 2001, 2002), Sénégal (1999, 2002), Togo (2000) et Washington, D.C. (2000, 2001, 2002).

L'ambassadeur David Bruce Wharton (retraité) travaille avec le Centre de préparation aux manœuvres interarmées de l'armée (JRTC) de l'armée américaine à Fort Polk, en Louisiane, pour former les partenaires militaires américains et internationaux à la transition du combat aux opérations de temps de paix. Depuis 2017, il travaille également avec des instituts américains de recherche et de politique sur les relations des États-Unis avec l'Afrique et est actif au sein des conseils d'administration d'organisations à but non lucratif soutenant l'éducation au Zimbabwe et au Guatemala.

Au cours de sa carrière au sein du service extérieur américain, sa dernière affectation a été celle de sous-secrétaire par intérim pour la diplomatie publique et les affaires publiques, un poste qu'il a occupé de décembre 2016 à octobre 2017. À ce titre, il a assuré le leadership stratégique mondial de tous les engagements du département d'État en matière de diplomatie publique et d'affaires publiques et a supervisé les bureaux des affaires éducatives et culturelles, des programmes d'information internationale et des affaires publiques, ainsi que le Global Engagement Center.

L'ambassadeur Wharton a été le premier sous-secrétaire adjoint au Bureau des affaires africaines de 2015 à 2016. Auparavant, il a été ambassadeur des États-Unis au Zimbabwe de septembre 2012

à novembre 2015. Il a également été secrétaire adjoint à la diplomatie publique du Bureau des affaires africaines, directeur des affaires africaines du Bureau de la diplomatie publique et des affaires publiques, et coordinateur adjoint du Bureau des programmes d'information internationale du département d'État. De 2003 à 2006, il a été chef de mission adjoint à l'ambassade des États-Unis au Guatemala.

Bruce Wharton est entré dans le service extérieur en 1985 et a servi dans les ambassades des États-Unis en Argentine, au Chili, en Bolivie, en Afrique du Sud et au Zimbabwe. En Afrique, il a également été en mission temporaire en Tanzanie, au Nigeria, au Kenya et au Ghana. De 1992 à 1995, il a travaillé à Washington, D.C. sur les questions relatives aux affaires andines et à la politique de l'hémisphère occidental. Il a reçu les Superior and Meritorious Honor Awards du Département d'État et de l'Agence d'information américaine, et a été le lauréat 2011 du Edward R. Murrow Award for Excellence in Public Diplomacy.

Il est diplômé de l'université du Texas à Austin et parle l'espagnol et l'allemand.

ANIMATEURS

M. David Abramowitz est avocat général et parlementaire à la Chambre des représentants des États-Unis, Comité des services financiers. Auparavant, M. Abramowitz était avocat en chef du Comité de la Chambre des affaires étrangères, où il a travaillé pendant plus de 10 ans et a été profondément impliqué dans des questions telles que la loi sur la protection des victimes de la traite, la législation prévoyant le financement du plan d'urgence du président pour la lutte contre le sida et les mesures. promouvoir les droits de l'homme et la démocratie. M. Abramowitz a également été directeur général de Humanity United, une fondation qui œuvre pour promouvoir la dignité humaine et réduire la souffrance humaine. Il possède également une vaste expérience dans les domaines de la stratégie, de la gestion, de la facilitation et de l'innovation, avec un accent actuel sur la création d'une plus grande inclusion et équité financières et la lutte contre l'esclavage moderne. M. Abramowitz est titulaire d'un doctorat en droit de la faculté de droit de l'Université du Michigan et d'un baccalauréat ès arts du Kalamazoo College.

Majda El Bied Depuis juillet 2019, Majda est directrice résidente de programme en République centrafricaine et en République démocratique du Congo de l'International Republican Institute (IRI). Majda a travaillé dans le domaine du renforcement du secteur parlementaire et des partis politiques depuis plus de 10 ans, et possède une expérience approfondie de la mise en œuvre de programmes à l'appui de la démocratie en Afrique (République centrafricaine, République démocratique du Congo, Nigéria, Ghana, Kenya, Ouganda, Mozambique, Sierra Leone, Gambie, Tanzanie, Afrique du Sud et Botswana). Elle a mis en œuvre plusieurs programmes destinés à améliorer l'autonomisation politique des femmes, la supervision financière, la sensibilisation politique, la stratégie fondée sur les faits, la gestion des élections, l'éducation civique, l'implication des citoyens etc. Lors de son passage à la Westminster Foundation for Democracy (WFD), elle a été directrice adjointe du secteur Afrique et a géré un grand projet d'élections en République démocratique du Congo, financé par l'Union européenne, axé sur les partis politiques et la surveillance des élections lors du scrutin de 2018. Francophone native, Mme El Bied est titulaire d'un B.A. (hons) en journalisme et d'un M.A. en études de communication délivrés par l'Institut des Hautes Études de Communication Sociales de Bruxelles (IHECS). Elle a aussi achevé

un programme sur « Understanding Women's Human Rights » (Comprendre les droits humains des femmes) de la London School of Economics et a été oratrice invitée sur le thème « Impact of Policy Implementation in Africa » (Impact de la mise en œuvre des politiques en Afrique) pour les étudiants en master de la LSE.

Professeur E. Gyimah-Boadi est co-fondateur d'Afrobarometer et en a été le directeur exécutif de 2008 à 2019, lorsqu'il est devenu président du conseil d'administration (et PDG par intérim) de la société à but non lucratif nouvellement enregistrée, Afrobarometer. Il est également co-fondateur et ancien directeur exécutif du Centre ghanéen pour le développement démocratique (CDD-Ghana).

Ancien professeur au département de sciences politiques de l'université du Ghana à Legon, il a occupé des postes de professeur dans des universités américaines, notamment à la School of International Service of the American University (Washington, D.C.), et a bénéficié de bourses au Center for Democracy, Rule of Law and Development (Stanford University), au Woodrow Wilson International Center for Scholars, à l'Institut américain pour la paix et au Forum international pour le développement démocratique (tous à Washington, D.C.). Chercheur à l'Académie nationale des sciences (États-Unis) et à l'Académie des arts et des sciences du Ghana, le professeur Gyimah-Boadi est également membre du comité de rédaction du Journal of Democracy et du conseil consultatif international de l'Institut pour les transitions intégrées (Barcelone).

Il a obtenu son doctorat de l'université de Californie (Davis) et un diplôme de premier cycle de l'université du Ghana, à Legon.

Les articles du professeur Gyimah-Boadi sur les processus de démocratisation en Afrique ont été publiés dans le Journal of Democracy et l'UNU-WIDER, entre autres. Il est rédacteur en chef de *Democratic Reform in Africa : The Quality of Progress*, Boulder, CO : Lynne Rienner Publishers (2004) et co-auteur de *Public Opinion, Democracy, and Market Reform in Africa* (Cambridge University Press, 2005).

Il a reçu une myriade de prix, dont le Martin Luther King, Jr. de 2017. Prix pour la paix et la justice sociale pour l'avancement de la démocratie.

M. Neil Cole est actuellement secrétaire exécutif de l'Initiative africaine concertée sur la réforme budgétaire (CABRI), une organisation intergouvernementale qui offre une plate-forme permettant l'apprentissage mutuel et les échanges pour environ 30 ministres africains des finances et de la planification. Le travail de la CABRI couvre les politiques fiscales et budgétaires, la transparence et la responsabilité du budget, et la gestion de la dette publique. En plus de ses fonctions à la CABRI, Neil Cole a été enseignant pour la Harvard PFM Executive Training Course. En 2016, il a été invité à rejoindre le corps enseignant de la plate-forme de Gouvernance Ministérielle de Harvard. Il est aussi enseignant à temps partiel du corps enseignant du Centre de formation de L'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Entre 2001 et 2013, il a travaillé pour le National Treasury en Afrique du Sud, à des postes d'encadrement supérieur aux services du Bureau du Budget et de la Politique économique internationale. Ses responsabilités comprenaient : conseil sur les politiques et mise en œuvre des

réformes budgétaires, planification des dépenses du gouvernement national, coordination du processus de budget national, conseil sur les politiques d'engagement de l'Afrique du Sud avec le reste de l'Afrique. Il a également été délégué dans le cadre de plusieurs forums bilatéraux et banques de développement multilatérales.

Neil Cole a participé à de nombreux forums sur l'efficacité du développement, et a représenté l'Afrique du Sud lors des comités qui ont rédigé le Programme d'action d'Accra et le Partenariat de Busan.

Dr. Willene A. Johnson est consultant pour conseiller les institutions, les gouvernements nationaux et les organisations internationales sur les questions liées au financement et au développement. Ses missions actuelles portent sur la consolidation de la paix et le renforcement des capacités dans les secteurs de la sécurité des pays africains. À cette fin, elle anime des ateliers pour les praticiens engagés dans la planification stratégique et la budgétisation, ainsi que dans le maintien de la paix et la reconstruction économique. M. Johnson était auparavant directeur exécutif américain de la Banque africaine de développement, membre du Comité des Nations Unies pour les politiques de développement, coprésident du Comité régional africain de la Fondation Grameen et président du Comité consultatif de l'Afrique subsaharienne des États-Unis. Banque d'exportation-importation. Le travail de Mme Johnson sur l'Afrique bénéficie de son expérience mondiale en économie et en finance, acquise au cours de vingt ans dans le système de la Réserve fédérale, où ses affectations comprenaient des responsabilités de recherche et opérationnelles sur les marchés de change et les marchés financiers internationaux. Le Dr Johnson a été professeur adjoint à l'Institut de la paix des États-Unis et des universités Columbia et Cornell et a récemment été membre du conseil d'administration de l'Université Tuskegee. Elle est diplômée en études sociales (Radcliffe College, Harvard University) et en histoire africaine (St. John's University) ainsi qu'un doctorat en économie du développement (Columbia University).

Mme Aminata Kassé est directrice résidente senior de l'Institut National Démocratique (NDI) au Burkina Faso, où elle travaille depuis 2004 sur le renforcement des partis politiques burkinabés. Elle a travaillé avec les partis pour mettre en œuvre des coalitions, développer des positions politiques et des messages politiques, lancer des planifications stratégiques et promouvoir une plus grande participation et un leadership renforcé des femmes dans la politique. Mme Kassé a aussi contribué à la programmation régionale du NDI en offrant une aide technique aux participants à la rédaction des programmes en Guinée et au Mali.

Mme Kassé a été membre du parlement dans son Sénégal natal, et a été élue deux fois à des mandats locaux. Elle a été Présidente du Conseil Sénégalais des femmes (COSEF) de 1998 à 2004.

Mme Kassé est titulaire d'une maîtrise de l'Université de Paris X, Nanterre.

Mme 'Kemi Okenyodo, Directrice exécutive de l'Initiative pour l'état de droit et l'autonomisation, également connue sous le nom de Partners West Africa-Nigeria, une organisation non gouvernementale qui s'emploie à renforcer la participation des citoyens et à améliorer la gouvernance sécuritaire au Nigéria et en Afrique de l'Ouest. Elle était chef d'équipe de la composante police du programme de réforme de la justice en matière de sécurité soutenu par le Fonds du gouvernement britannique pour les conflits, la stabilité et la sécurité (CSSF), où

elle assure la direction technique, stratégique et programmatique du programme de police du Nigeria (NPP), un programme travaillant avec les prestataires de services de police, le gouvernement et la société civile pour rendre des services de police responsables au Nigeria, et le cas échéant avec les partenaires du programme.

De décembre 2015 à ce jour, elle a occupé un poste de consultante au sein du Haut Commissariat britannique, où elle apporte son soutien au Head West Africa Conflict Security & Stabilization Unit on Transition from Military Operations to a Stabilized Community Policing Approach in the North East [Chef de l'unité de sécurité et de stabilisation des conflits en Afrique de l'Ouest lors de la transition des opérations militaires vers une approche stabilisée de police communautaire dans le Nord-Est]. Elle a également été chef d'équipe du programme d'intervention de la composante "Responsabilisation de la police" du programme Justice 4 All (J4A), un programme du secteur de la justice financé par le ministère britannique du Développement international (DFID) et mis en œuvre par le British Council. Il visait à améliorer la sécurité personnelle et l'accès à la justice pour tous les Nigériens en améliorant les capacités, la responsabilisation et la réactivité des organisations clés dans le secteur de la sûreté, de la sécurité et de la justice. Elle a également fourni des services de consultation pour l'Open Society Justice Initiative (OSJI), GIZ, DCAF pour n'en citer que quelques-uns.

Kemi a plus de 15 ans d'expérience dans le secteur de la justice et de la sécurité et les questions de gouvernance au Nigéria et en Afrique de l'Ouest, ainsi que dans la gestion des ONG. Elle s'intéresse particulièrement à la responsabilité de la police, à l'engagement des citoyens envers les institutions de sécurité, à l'évolution des acteurs non étatiques et à leur contribution à l'amélioration de la sécurité publique et de l'environnement de sécurité, au genre et à la police, aux réformes du système de justice pénale - en particulier les réformes judiciaires et la défense juridique des personnes indigentes, la participation des femmes dans la sécurité et la gouvernance et la gestion des élections.

Elle est diplômée de la Faculté de droit de l'Université de Lagos, membre de l'Association du barreau du Nigéria, du Réseau du secteur de la sécurité en Afrique et elle est également Secrétaire Générale de la section nigériane du réseau communautaire des anciens du Centre d'Etudes Stratégiques d'Afrique.

Dr. Ken Opalo est professeur assistant à la School of Foreign Service. Ses thèmes de recherche comprennent l'économie politique du développement, le développement législatif, la responsabilité électorale sous un gouvernement décentralisé, et la politique électorale dans les démocraties émergentes. Le premier livre de Ken, *Legislative Development in Africa: Politics and Postcolonial Legacies* (Évolution législative en Afrique : héritages politiques et post-coloniaux) (Cambridge University Press, 2019), étudie l'évolution des législatures dans les démocraties émergentes, avec un intérêt particulier pour l'explication des variations observées dans le cadre du développement institutionnel et dans la puissance des législatures dans les états africains. Le travail de Ken a été publié dans le *British Journal of Political Science*, *Governance*, le *Journal of Eastern African Studies*, et le *Journal of Democracy*.